



**Délibération N° 15  
du Bureau Syndical du 06 mars 2023**

Lundi 06 mars 2023, à 10h00, le Bureau Syndical, s'est réuni à PRIVAS, sous la présidence de M. Patrick COUDENE.

NOM, PRENOM	PRESENT	EXCUSE	ABSENT	NOM, PRENOM	PRESENT	EXCUSE	ABSENT
SABATIER R. (VP)	X			COULMONT H.		X	
BULINGE JP. (VP)	X			ROUYEYROL B.	X		
LEYNAUD J. (VP)	X			HERNANDEZ C.		X	
VALLA M. (VP)	X			REVEL F.		X	
SCHERER A. (VP)	X			PEYRACHE A.	X		
CHAZE M. (VP)	X						
BOUSCHON M. (VP)		X					

**OBJET : REMBOURSEMENT FRAIS DE DEPLACEMENT – MANDAT SPECIAL**

Vu la délibération du Comité Syndical en date du 11 septembre 2020 portant sur les indemnités de fonction et les frais de déplacement et précisant que pourront en outre être pris en charge les frais de mandats spéciaux ou de représentation, dans les conditions réglementaires en vigueur et que l'ensemble des délégués, à l'exception de ceux bénéficiant d'indemnités de fonction (Président et Vice-Présidents) sont dédommagés de leurs frais de déplacement pour les réunions du Comité syndical et du Bureau sur la base des tarifs kilométriques applicables aux fonctionnaires (+ frais éventuels de repas), ainsi que pour les frais de transport dans le cadre de missions à l'extérieur.

Ainsi, à l'occasion de la réunion TEARA dans la drôme le 24 février dernier et la visite à venir les 16 et 17 mars prochains au SDEF afin d'échanger sur la compétence Eclairage Public, leur logiciel de gestion des dépannages puis poursuivre par la visite des installations de KARGREEN en vue de la future implantation de la station muti énergies au Pouzin ; il convient de prendre en charge les frais engagés lors de ces déplacements par Monsieur COUDENE, Président dans le cadre de son mandat spécial.

Le Bureau Syndical, après en avoir délibéré et à l'unanimité, (le Président ne prenant pas part au vote).

Décide qu'il convient de procéder au remboursement des frais de déplacement de Monsieur COUDENE dans le cadre de son mandat spécial ci-dessus détaillé

Le Président,  
Patrick COUDENE



Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de 2 mois à compter de sa transmission en Préfecture le .....et de sa publication ou notification le .....  
10 MARS 2023

10 MARS 2023